

## L'énergie du désespoir

Nom de code: SX6P. Il ne s'agit pas d'un code d'opération militaire russe, mais de l'indice européen des Utilities. En 1996, 1998, puis 2003, l'Union européenne a publié les directives de libéralisation des marchés du gaz et de l'électricité. Mais, comme l'union monétaire réalisée sans harmonisation fiscale et sociale, la libéralisation des marchés de l'énergie, matérialisée par l'interconnexion des réseaux – donc des prix – a été conduite sans politique énergétique commune. Après une envolée toute «capitaliste» jusqu'à fin 2007, le secteur des Utilities a perdu 50% entre fin 2007 et 2018. En cause, la connexion en masse de capacités renouvelables issues de politiques nationales (allemande, italienne et espagnole surtout), mais injectées prioritairement sur un réseau devenu européen et entraînant une perte de rentabilité économique massive des capacités de production historiques.

Des sources dont l'intermittence est compensée par des centrales... à gaz: en vingt ans, la consommation annuelle européenne a augmenté de 30 milliards de mètres cubes, à 550 milliards de mètres cubes, dont deux tiers sont importés, pour moitié de Russie. Les prix électriques de la «plaque Europe» ont progressivement évolué vers le coût de production de ces unités marginales, lui-même proportionnel au prix du gaz. La

suite est connue: guerre russe en Ukraine, sanctions et mise en évidence de l'emprise de Moscou sur l'Europe et son économie, puisque «énergie» et «PIB» sont les deux faces de la même pièce.

En vingt ans, la libéralisation aura donc affaibli les énergéticiens systémiques, coûté au citoyen et compromis l'indépendance de l'Union européenne. Utilities: «Services publics» en français. Les mots ont un sens: apporter un service – et une continuité de service – au public. Branle-bas de combat: en moins d'un mois ont fleuri contrôle des prix, projets d'étatisation, incitation à la sobriété et à l'efficacité et, surtout, recherche d'approvisionnement alternatif et mutualisé en gaz. Facétie de l'histoire, la libéralisation visée se traduira par un secteur plus régulé et étatisé.

Les investisseurs se consolent avec le GNL (gaz naturel liquéfié), en achetant essentiellement des producteurs indépendants de gaz de schiste et opérateurs d'infrastructures... américains. Car voilà ce que sont partis chercher les plus fins limiers européens: du GNL, un marché organisé par des contrats à long terme, déjà tendu et sous-capacitaire à l'horizon 2025. Il leur faudra l'énergie du désespoir... et un gros chéquier.